

Union des Industries Chimiques

Allocution du président, M. J.-C. Achille à la conférence de presse du 5 février 1980

I. Bilan de l'année 1979 et prévisions pour l'année 1980

I.1. En 1979 le volume de la production chimique en France a crû de près de 8%. Nous ne connaissons pas encore le chiffre définitif et ne le connaissons jamais avec une précision supérieure à un 1/2 point; la figure 1 permet de replacer ce taux dans l'évolution de ces dernières années, ainsi que par rapport à la production industrielle.

Comment s'analyse cette évolution ?

Nos exportations ayant augmenté plus vite que nos importations, le solde de la balance commerciale s'est nettement accru et entre pour 2,5 points environ dans les 8%.

Les 5,5% restants sont à comparer à une croissance de la production industrielle d'ensemble probablement un peu supérieure à 4%; une certaine reconstitution des stocks a eu lieu au cours de l'année (comprise dans les 4% comme dans les 5,5%, mais elle ne peut être évaluée avec précision). Cette reconstitution s'est faite en aval et non chez les producteurs où les stocks restent à des niveaux très modérés.

Le chiffre d'affaires de l'industrie chimique peut être évalué entre 135 et 140 milliards de francs contre 112 l'année précédente.

I.2. Les effectifs ont décréu, comme en 1978, mais le phénomène est plus marqué et la

réduction dépasse sensiblement 1% (figure 2). On doit relever que cette réduction est largement due à des opérations de mise en retraite anticipée, dans des conditions financières non pénalisantes; on a noté très peu de licenciements. La Commission Nationale Paritaire de l'Emploi de la chimie suit de près, entreprise par entreprise, la conformité du déroulement des opérations avec l'accord de 1970.

Une autre évolution, tout à fait réjouissante celle-là, se poursuit dans le personnel de notre industrie: il s'agit de sa qualification croissante comme le montre le tableau 1. En conséquence, les rémunérations moyennes de la chimie sont parmi les plus élevées de l'industrie comme l'indique le tableau, annexe IV.

Ajoutons enfin que l'important accord sur les classifications et les salaires d'août 1978 se traduit:

- en termes de minima, par un salaire proprement dit de 2 369 F et une garantie annuelle de 32 322 F, soit 2 693,50 F/mois, à comparer à un SMIC de 2 241,15 F (depuis le 1-12-1979),
- en termes de salaires réels, par une croissance des salaires ouvriers de plus de 15% en 1979 par rapport à 1978.

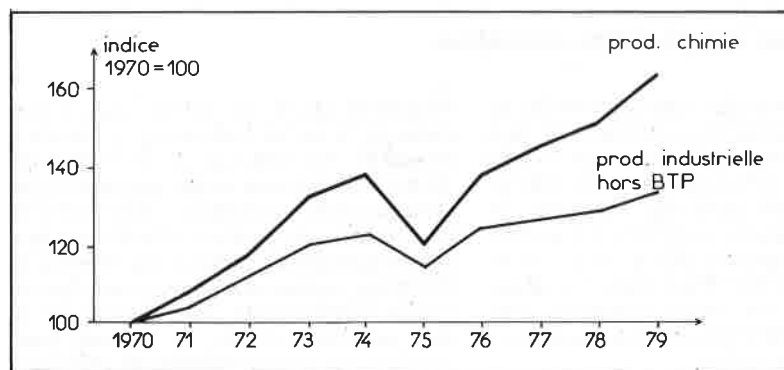


Figure 1. Évolution de la production (en volume) chimie - toutes industries.

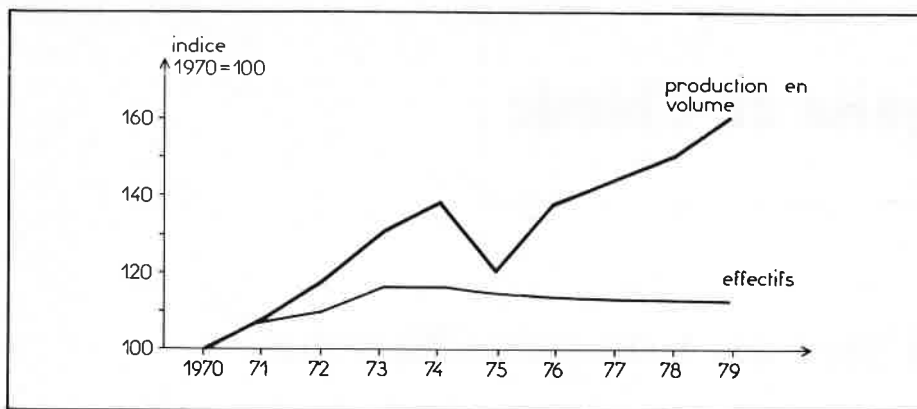


Figure 2. Chimie : production et effectifs.

Tableau 1. Évolution en pourcentage de la qualification de la main-d'œuvre chimique entre 1969 et 1978

	Pourcentage de chaque catégorie						
	1969	1970	1971	1972	1974	1976	1978
Ingénieurs et cadres	8,8	9,1	9,4	9,4	9,6	10,7	10,7
Agents de maîtrise et techniciens supérieurs	13,5	14,3	15,2	15,5	17,3	19,5	20,5
Collaborateurs	21,2	21,3	21,8	21,5	19,8	19,4	18,6
Ouvriers	56,5	55,3	53,6	53,6	53,3	50,4	50,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 2. Gains mensuels des ouvriers, employés, agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs, cadres et de l'ensemble des salariés en avril 1979 (Unité : Franc)

	Ouvriers	Employés	Agents de maîtrise Techniciens Dessinateurs	Cadres	Ensemble
Industrie chimique	3.790	3.650	5.590	10.530	4.860
Industries de transformation (hors BTP)	3.330	3.640	5.260	9.500	4.010

I.3. Le rapprochement des données précédentes montre que la productivité s'est améliorée de 9 % environ. Cette évolution et la répercussion convena-

ble des hausses de matières premières ont permis une nette amélioration des résultats de la grande majorité des sociétés et certainement une nette amélioration des résultats

d'ensemble de la chimie ; ce mouvement est notable surtout dans la chimie de base, mais ceux qui suivent notre industrie depuis de longues années sont habitués à de telles oscillations. Une évolution parallèle est constatée dans les pays voisins ; l'écart permanent entre les sociétés françaises et étrangères a donc toute chance de se maintenir, comme le constatent d'ailleurs les sociétés françaises entre leurs exploitations françaises et étrangères. Nos sociétés continueront à être gênées pour prendre des initiatives de risque ou s'engager plus largement dans les investissements, en France comme à l'étranger.

I.4. Nul ne peut prédire ce que sera 1980, mais chacun peut essayer de déterminer les grandes tendances qui vont s'affronter ou se superposer.

Le scénario le plus probable est celui que font la plupart des économistes occidentaux ; il prévoit une réduction de la croissance, accompagnée sans doute d'une modération de l'inflation ; il serait déjà amorcé aux États-Unis (où certains cependant estiment que cette récession est difficile à percevoir), et cette récession s'exporterait dans les autres pays occidentaux. Ceci conduirait, d'après eux, à un progrès guère supérieur à 1 % pour les pays de l'O.C.D.E., un peu plus pour la production française et un peu plus pour la chimie française dont la progression pourrait être de l'ordre de 2 à 3 % ; c'est peu, mais ceci donnerait cependant 10 % pour les deux années 1979-1980, montant qui, resterait honorable et nous maintiendrait parmi les premiers du peloton européen.

Ce scénario aujourd'hui classique, un peu triste mais pas désastreux, est cependant sujet à bien des incertitudes.

Les crises politiques qui se multiplient modifieront-elles profondément l'activité industrielle ? Une éventuelle récession redonnera-t-elle de l'aisance sur le marché pétrolier ou bien les pays producteurs réussiront-ils à maintenir la production juste à la limite basse des besoins ?

Sur le plan plus modeste des entreprises françaises, comment mesurer la pression des produits américains à bas prix de revient à l'image de ce que nous voyons pour certaines matières premières textiles ou certains engrais ? Comment apprécier ce que donneront à l'épreuve du feu les progrès de structure et de gestion réalisés par nos entreprises ?

II. Problème des matières premières

Parmi ces incertitudes, celle qui concerne les matières premières est assurément la plus grave ; elle l'est sur le plan de l'actualité, mais le restera sur le long terme. Jusqu'en 1939 les nations luttèrent pour des territoires ; la course aux matières premières est maintenant passée au premier plan et les quatre (et bientôt six milliards d'hommes vivants sur terre) auront des soucis croissants pour celles des matières premières qui sont rares ou inégalement réparties.

En France, la chimie utilise environ

20 millions tep/an, la moitié sous forme d'énergie, la moitié sous forme de matières premières, soit une facture de l'ordre de 20 milliards de francs, un peu plus de 10 % de l'énergie totale consommée. Cependant, notre industrie se conduit comme un bon citoyen puisque ses exportations, directes et indirectes, représentent à peu près 3 fois sa facture à l'importation ; autrement dit, sur la base des coûts actuels, on importe pour 9 milliards de francs d'énergie (la différence avec les 20 milliards provient de la production nationale et surtout de la valeur ajoutée

nationale) ; de l'autre côté, l'excédent de la balance-chimie, majoré des principales exportations indirectes (produits chimiques incorporés dans les automobiles, le textile, l'électroménager et les produits de l'agriculture), rapporté de 27 à 28 milliards ; chaque baril importé à destination de la chimie permet d'en payer trois.

Nous avons continué à jouer notre partie dans les économies d'énergie puisque le contrat passé avec l'Administration, visant à réaliser 13 % d'économies entre 1973 et 1980,

a toute chance d'être rempli; la consommation spécifique diminue donc de près de 2 % par an.

Quels problèmes nous posent les perspectives actuelles ?

Les figures 3 et 4 montrent l'évolution des prix des principaux produits pétroliers depuis 1973 et en 1979. Elles appellent quelques remarques :

La hausse des prix de ces produits a été considérable en 1973-1974, puis elle a été

relancée par les événements d'Iran, relance entretenue tout au long de l'année 1979 et qui s'est terminée par un nouveau bond en fin d'année. La libération des prix, le climat général ont permis à l'industrie de répercuter ces hausses quoique de façon progressive et toujours avec un certain retard. L'accélération constatée à la fin de 1979 * crée une situation encore plus délicate que celle que nous avons connue l'an passé.

L'année 1979 a vu se maintenir, et même s'accroître, l'écart qui s'était créé, en 1973-1974, entre le prix du naphta et celui des autres produits pétroliers. Les raisons en sont connues, mais l'ampleur de l'écart paraît forte comme sa persistance; on ne peut également que s'inquiéter des variations de prix suivant les types de contrats : des fournitures à prix réguliers sur un marché stable sont la condition de toute activité industrielle saine. Il est d'une importance capitale que chimistes et pétroliers parviennent, malgré tous les obstacles, à « civiliser » ce marché. L'industrie européenne ne pourra en effet se dégager que faiblement et lentement du naphta comme matière première, même si l'importance de l'enjeu mérite toutes les réflexions, études et essais imaginables. Une telle situation est d'autant plus dangereuse que nos collègues américains disposent de naphta à prix plus faible, mais surtout que leur matière première dominante est le gaz dont le prix aux U.S.A. est infiniment moins élevé en raison de la politique des Pouvoirs publics américains.

Le « décontrôle » engagé par le Gouvernement américain est réel, mais le terme en est lointain surtout pour les produits raffinés et encore plus pour le gaz. On constate même que chaque secousse créée par l'OPEP accroît la valeur absolue de l'écart et pour les grands intermédiaires (éthylène, ...) le prix de revient européen est désormais supérieur de plus de 50 % au prix américain. Jusqu'ici, les sociétés américaines exportant en Europe ont surtout tiré avantage de ces écarts de coût dans les domaines des fibres et des engrais, mais la présence américaine ne cache pas que toute récession aux États-Unis serait immédiatement compensée par un accroissement des exportations. Des consultations bilatérales ont été ouvertes entre des représentants des États-Unis et de la Commission Européenne; si elles continuent à ne pas aboutir, le débat devra être porté au GATT.

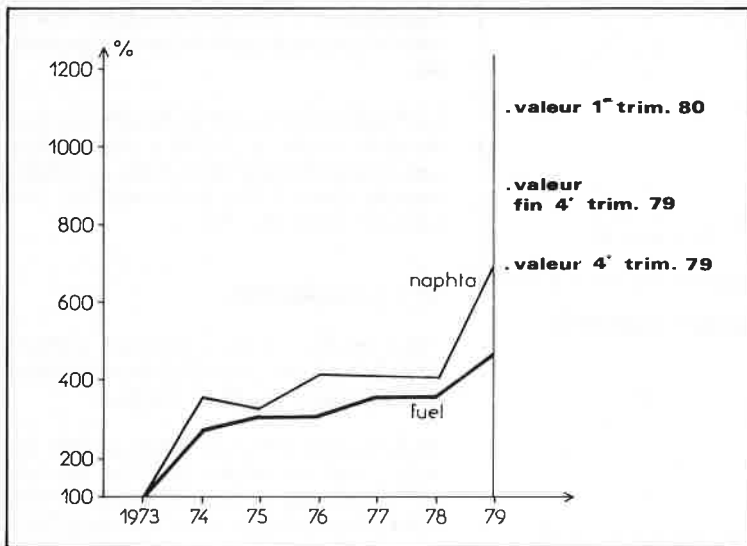


Figure 3. Prix du naphta (contrats) et du fuel en francs courants.

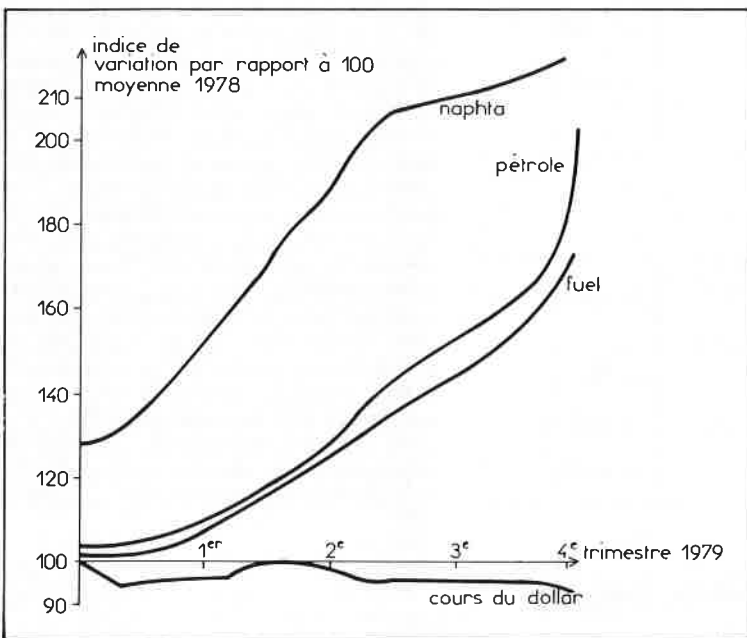


Figure 4. Évolution des prix des produits pétroliers pour l'année 1979.

III. Le commerce extérieur de la chimie française

Les résultats de notre commerce extérieur sont pourtant une satisfaction de l'année 1979. Comme on le voit sur la figure 5 et les tableaux 3a et 3b :

- le commerce international des produits chimiques continue à se développer beaucoup plus vite que la production; le phénomène est encore plus accentué à l'intérieur de la CEE;
- depuis 8 ans, les exportations croissent nettement plus vite que les importations et le taux de couverture est progressivement par-

venu à 1,29, après 1,23 et 1,15 les années précédentes.

La part de la production exportée est proche de 36 % et l'excédent commercial sera compris entre 10,5 et 11 milliards de francs.

En 1979 nous sommes parvenus très près de l'équilibre avec la C.E.E., un signe favorable qui devra être confirmé.

Le seul pays avec lequel notre balance s'est détériorée est les États-Unis pour la raison

déjà indiquée à laquelle s'ajoute bien sûr la faiblesse du dollar.

En dehors de ce cas particulier, on peut dire que le progrès des exportations a été large-

* Le gaz destiné à la chimie a augmenté de 45 % entre le 1^{er} décembre 1979 et le 4 janvier 1980; on parle de hausses de naphta de 75 dollars/t au 1^{er} trimestre 1980, soit les 2/3 de la hausse intervenue dans toute l'année 1979.

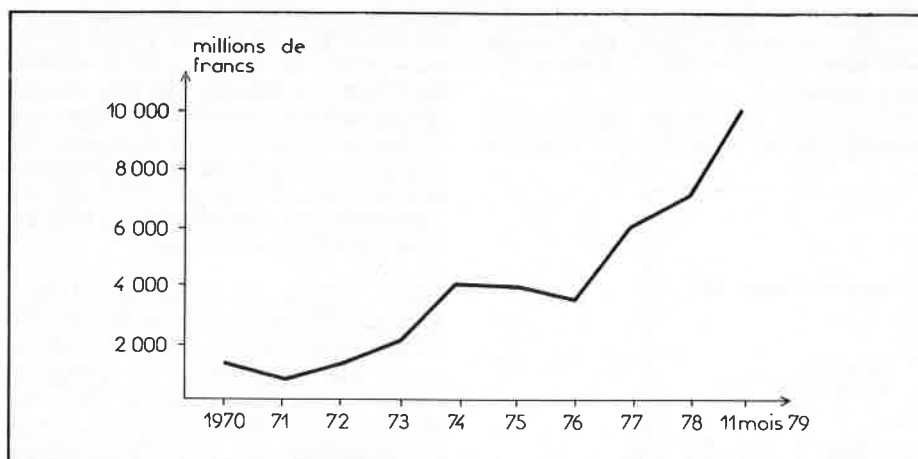


Figure 5. Saldes du commerce extérieur 1970-1979 (francs courants).

Tableaux 3. Commerce extérieur

a. Données globales (en millions de F.)

	Onze premiers mois 1979	Onze premiers mois 1978	1979/1978
Exportations	44.674	33.998	+ 31,4 %
Importations	34.695	27.585	+ 25,8 %
Solde	+ 9.979	+ 6.413	+ 55,6 %

b. Échanges avec la C.E.E. (en millions de F.)

	Onze premiers mois 1978	Onze premiers mois 1979	1979/1978
Exportations	24.315	17.575	+ 38,3 %
Importations	24.966	19.728	+ 26,5 %
Solde	- 652	- 2.153	+ 69,7 %

Tableau 4. Évolution du commerce extérieur, par produits, tous pays (onze premiers mois 1979/1978)

	Exportations		Importations		Couverture		Soldes	% Variations des soldes
	Millions de F.	%	Millions de F.	%	1979	1978		
Produits minéraux	3.135	+ 27,0	2.187	+ 25,4	1,43	1,41	+ 948	+ 30,9
Produits organiques	11.754	+ 35,8	11.487	+ 30,2	1,02	0,98	+ 267	+ 155,2
Produits pharmaceutiques	3.814	+ 20,5	496	+ 18,7	7,69	7,57	+ 3.318	+ 20,8
Engrais	800	+ 10,8	2.252	+ 17,2	0,36	0,38	- 1.452	- 21,1
Matières colorantes	846	+ 15,9	812	+ 16,0	1,04	1,04	+ 34	+ 13,3
Peintures, vernis, encres	814	+ 21,8	860	+ 13,6	0,95	0,88	- 46	+ 48,3
Huiles essentielles et parfumerie	4.616	+ 19,1	975	+ 12,2	4,73	4,46	+ 3.641	+ 21,0
Produits photographiques	1.496	+ 25,4	1.666	+ 14,6	0,89	0,82	- 170	+ 34,9
Produits phytosanitaires	1.542	+ 33,5	1.270	+ 23,7	1,21	1,12	+ 272	+ 112,5
Matières plastiques	7.064	+ 51,5	5.787	+ 33,1	1,22	1,07	+ 1.277	+ 305,4
Caoutchoucs synthétiques	1.864	+ 30,3	881	+ 35,5	2,12	2,20	+ 983	+ 25,9

ment réparti par pays, par catégories de produits et également par sociétés. Je crois qu'on peut réellement parler d'un mouvement de fonds volontaire, qui traduit bien l'efficacité de nos sociétés, efficacité d'autant plus remarquable qu'elle ne fait intervenir ni aide, ni financement publics ; cette efficacité à l'exportation se retrouve également chez un certain nombre de petites et moyennes sociétés.

La France aura vraisemblablement consolidé cette année sa position de troisième exportateur mondial de produits chimiques, mais les efforts à faire pour maintenir cette position seront énormes.

IV. Conclusions

Pour conclure, il nous faut faire quelques réflexions sur le constat qui précède et rappeler les dangers qui nous menacent.

IV.1. L'année 1979 s'est mieux déroulée que prévu, mais les budgets 1980 sont des budgets placés sous le signe de l'austérité et le souci d'une gestion sévère va rester à l'ordre du jour.

Malgré le climat de hausse des prix, nous avons vu que les sociétés chimiques avaient continué à gérer strictement les stocks et à chasser la calorie et le gaspillage de matières premières. La modestie des investissements de capacité des 5 dernières années conduit également à penser que l'utilisation du capital s'est améliorée. Nous avons vu qu'il en était de même (fortement pour l'année dernière) de la productivité du personnel. A ces économies se sont jointes des économies de structure : les gammes ont été élaguées pour éliminer les produits de faible vente, lourds en frais généraux ; les sociétés ont continué à « rectifier leurs frontières » pour que chacune d'entre elles dispose d'une part de marché convenable sur le plan européen et il semble bien que dans cette voie on soit maintenant près du bout du chemin.

Cette politique indispensable a porté ses fruits, mais elle a ses inconvénients (la limitation des investissements (dans lesquels la

part non directement productive consacrée à l'environnement augmente), la stabilisation du nombre des chercheurs dont une part croissante se consacre à des tâches « défensives », un certain « radinisme » à l'égard d'activités de risque) et ne suffit pas pour préparer l'avenir.

Seuls un autofinancement plus important ou une nouvelle orientation de l'épargne vers l'industrie permettront une prise en compte plus large des préoccupations à long terme. L'évolution sera difficile ; si 1979 a apporté des résultats qui pouvaient donner l'espoir, 1980 doit être abordée avec prudence : la prise en compte des dernières hausses de matières premières, la perspective d'une croissance ralentie, la hausse des taux d'intérêt amèneront encore à donner tout leur poids aux impératifs de gestion.

IV.2. Depuis 1973 certains pensaient que le danger viendrait du Sud, c'est-à-dire des pays producteurs de pétrole ou de gaz. Il se confirme aujourd'hui que ces craintes étaient prématurées et on a le droit d'espérer que la croissance de l'Europe et celle des pays du Moyen-Orient se réaliseront de façon harmonieuse.

Est venue ensuite la crainte vis-à-vis des pays de l'Est et des contrats de compensation : 1979 a marqué un répit, car la production dans ces pays a connu des problèmes de technique et d'approvisionnement. Peut-être aussi les événements récents nous rappellent-ils qu'il est difficile dans ces rapports d'oublier bien longtemps la politique.

Comme nous l'avons vu, la source des inquiétudes les plus graves est aujourd'hui à l'Ouest.

IV.3. Un tel propos ne saurait se terminer sans quelques réflexions sur la politique que nous espérons des Pouvoirs publics. Indépendamment de toute question de doctrine, l'internationalisation croissante de nos marchés et de nos matières premières nous

conduit à souhaiter une politique qui se rapproche le plus possible de celle qui est suivie chez nos principaux concurrents.

De ce fait, nous nous réjouissons de la libération des prix qui a maintenant 18 mois d'expérience. Nous regrettons que cette libération n'ait pas encore fait plus de progrès chez nos amis et associés de la pharmacie. Si nous souscrivons tout à fait au souhait du Gouvernement de lancer ou relancer les biotechnologies, nous remarquons que le développement de ces technologies est brillant lorsque l'industrie pharmaceutique * est florissante. Ce sont en pratique les pays où ces industries bénéficient, en matière de prix, des politiques les plus libérales.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir les Pouvoirs publics proclamer le poids et l'importance de l'industrie dans l'avenir de notre pays et espérons que pourront être surmontés les obstacles qui s'opposent parfois à une pleine réalisation de cet objectif. La taxe professionnelle, inconnue hors de France, commence pour tel atelier ou telle fabrication, à constituer une sorte de droit de douane négatif.

Si en matière de produits pétroliers notre industrie peut maintenant s'approvisionner dans des conditions proches de celles des pays voisins, si nous avons l'espoir que la nouvelle tarification électrique en préparation tiendra un plus large compte de l'impératif industriel, d'importants secteurs de notre industrie ne peuvent que s'inquiéter du décalage persistant avec les prix dont bénéficient nos concurrents les plus proches dans le domaine du gaz.

Vous vous étonneriez que je n'évoque pas la marée réglementaire qui pèse chaque année un peu plus ; les Pouvoirs publics préparent un décret instituant un Comité interministériel de coordination des réglementations concernant les produits chimiques, témoi-

** Dans le cas du Japon, il faut ajouter l'industrie alimentaire.*

gnage, bien sûr, de la complexité à laquelle nous sommes parvenus, mais aussi, diront les optimistes, de la prise de conscience de cette complexité.

IV.4. Je ne voudrais pas terminer sans évoquer nos relations avec l'enseignement pour souligner un certain nombre de faits qui témoignent de l'évolution des esprits. En 1979, comme en 1978, les professeurs de seconde ont distribué 150 000 exemplaires de la brochure « La chimie et nous » réalisée en collaboration entre des industriels et des professeurs et l'on trouve aujourd'hui nombre de manuels scolaires qui décrivent nos industries. Au mois d'octobre dernier le Conseil de l'Union s'est même tenu dans un grand lycée technique parisien. Nous avons continué, en coopération avec le Ministère des Universités notre action lente, mais persévérante, pour améliorer les performances des écoles de chimie. De façon plus générale, comme en témoigne un rapport publié en 1979 par la D.G.R.S.T., l'idée me paraît faire du chemin que, comme en Allemagne, aux U.S.A. et au Japon, le succès de notre industrie en chimie est lié au rayonnement de nos scientifiques et réciproquement. Ne cessons pas de multiplier les occasions d'information et de contact à tous les niveaux et les obstacles doctrinaux et psychologiques continueront à s'abaisser.

IV.5. C'est dans un souci du même ordre que (comme vous le savez) l'Union a décidé d'engager, à partir de cette année, une campagne destinée au grand public en vue de mieux faire connaître notre industrie. C'était une décision difficile et nous mesurons ce que seront encore nos difficultés, car notre industrie n'est pas familiarisée avec ce mode d'action. Nous aurons l'occasion de vous en reparler le moment venu, mais je voulais vous dire dès aujourd'hui en terminant, notre espoir que cette campagne vous aide également dans votre travail d'information.

Enquêtes du CEFIC sur les oléfines et les aromatiques

Le CEFIC (Conseil Européen des Fédérations des Industries Chimiques) vient de publier l'édition 1979 de ses deux enquêtes sur les oléfines et les aromatiques.

Les oléfines (éthylène, propylène et butadiène) et les aromatiques (benzène, toluène et xylènes) sont les principaux intermédiaires servant de base à l'industrie chimique organique.

L'enquête du CEFIC couvre principalement les capacités de fabrication, la production et la consommation par pays européens pendant la période 1973-1978, ainsi que les capacités et les consommations estimées de 1979 à 1983.

On remarque que la consommation d'éthy-

lène en France a augmenté au rythme moyen de 2 % par an depuis 1973. Grâce à l'exportation, la production a augmenté d'1/2 point en plus. Cette période comprend la dépression qui a suivi la crise pétrolière de 1974. Cette dernière a été particulièrement éprouvante pour la pétrochimie : la consommation d'éthylène en 1975 a baissé de 30 % par rapport à 1974. La progression a repris ensuite au rythme annuel de 6 % en 1977 et 1978, rythme qui sera largement dépassé en 1979. Par contre, les prévisions pour les 4 prochaines années sont au niveau moyen de 4 % en Europe pour l'éthylène et le propylène. Le butadiène devrait connaître une croissance plus lente avec un taux de 3 %.

La croissance moyenne de la consommation de benzène en France a été de même de 2,5 % par an de 1973 à 1978 et la production a augmenté au rythme annuel moyen de 6 % grâce à une meilleure couverture du marché français, la progression des importations ayant été ralentie. On s'attend à une progression moyenne annuelle de 3,6 % de la consommation de benzène en Europe au cours des prochaines années.

Ces enquêtes sont vendues, au prix de 400 francs belges, par le CEFIC, 250, avenue Louise, B.P. 71, B-1050 Bruxelles.